



HAL
open science

Les difficultés de l'action humanitaire en temps de crise : l'exemple du Soudan

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. Les difficultés de l'action humanitaire en temps de crise : l'exemple du Soudan. Les difficultés de l'action humanitaire en temps de crise : l'exemple du Soudan, CRIDEV, Jan 1997, Rennes, France. pp.15-37. hal-01703619

HAL Id: hal-01703619

<https://hal.science/hal-01703619>

Submitted on 28 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

bulletin

GRIDDEV

mensuel rennais d'information tiers monde • HORS-SÉRIE N° 5 • AVRIL 98

***Les difficultés de l'action humanitaire
en situation de crise :
l'exemple du Soudan***

Actes du colloque
Samedi 25 janvier 1997
Maison Internationale de Rennes

Soudan : la guerre jusqu'où ?

Le titre de ce bulletin pose une question à double sens : jusqu'où la guerre est-elle allée dans ce pays martyr d'Afrique, ou bien, jusqu'où peut-elle aller demain ? A la première interprétation, le dossier qui suit fournit une réponse détaillée et exhaustive ; à la seconde, cette introduction vise à donner à grands traits des éléments de compréhension de la nature de ce conflit, de manière non pas à tracer des limites à l'horreur, mais à lui donner le sens politique dont elle est souvent privée par l'envahissement du discours humanitaire.

Soudan : encore un de ces États africains qui ne doivent leur existence qu'aux hasards du découpage colonial, et où des ethnies que tout oppose s'affrontent sans merci pour le pouvoir, nécessitant l'intervention d'une communauté internationale qui n'en peut mais, pensez-vous peut-être !

Images de famines, de désolation, de cortèges de réfugiés hagards, prétexte à chanson douce-amère à succès, images aussi d'un dirigeant au fin visage d'intellectuel, regard pétillant et sourire charmeur, ceint d'un turban immaculé, qui apparaît parfois sur nos lucarnes pour expliquer, dans un français choisi, son désir de paix et de coopération avec l'Occident, et son attachement aux droits de l'homme.

Première surprise : le problème du Soudan n'est pas un problème d'unité nationale, dans la mesure où la diversité ethnique et culturelle impressionnante de ce pays n'y implique pas une incapacité à vivre ensemble. Vue en

termes de conflit, la différence Nord-Sud, qui gomme des différences beaucoup plus complexes au sein de ces deux entités, et des clivages qui ne relèvent pas de l'appartenance ethnique, pourrait l'être tout aussi bien, et est vécue par les Soudanais en termes de complémentarité et d'enrichissement de l'identité collective.

Les frontières du pays, tracées pour l'essentiel lors de la conquête turco-égyptienne au XIX^{ème} siècle, sont certes artificielles ; mais ne le sont-elles pas toutes, par définition ? Et la France ne fournit-elle pas le meilleur exemple de frontières qui tranchent toutes allègrement à travers des ensembles ethno-culturels homogènes ? Il n'empêche que l'espace soudanais, charpenté par la vallée du Nil et la grande voie de communication Est-Ouest qu'est la zone sahélienne, s'identifie nettement par rapport à ses voisins, qu'il s'agisse de l'Égypte en aval de la première cataracte, du massif abyssin, du bassin du lac Tchad ou des plateaux de l'Afrique des Grand Lacs.

Avant l'irruption coloniale au XIX^{ème} siècle, il y avait peu de contacts entre le Nord et le Sud, qui vivaient en cercles autonomes, où aucun ensemble ne disposait d'une suprématie décisive sur ses voisins. L'expansion de l'islam et de la langue arabe au Nord ne s'opéraient pas de manière concertée, à partir d'un foyer à visée expansionniste.

Certes, il n'est pas question d'idéaliser ces relations : les esclaves sont un produit d'exportation du Soudan, "pays des Noirs", depuis l'Égypte pharaonique (il s'agissait alors probablement plus de Nordistes que de Sudistes) et le motif de la conquête du Soudan par Mohamed Ali, vice-roi d'Égypte, en 1821 était le recrutement d'esclaves-soldats pour son armée.

De ces échanges aux marges de ces sociétés pastorales, s'est forgée au fil des siècles, une société soudanaise qui s'est figée depuis l'intrusion coloniale selon une hiérarchie ethnique stricte, nourrie de préjugés culturels et raciaux, interdisant les intermariages, même entre tribus arabo-musulmanes voisines.

Aujourd'hui les Sudistes, exclus du pouvoir et du partage des richesses, marginalisés culturellement et méprisés en fonction des critères de "civilisation" établis par la caste dominante au Nord, revendiquent le respect de leur identité, l'égalité avec leurs compatriotes, et un accès équitable aux ressources, pour effacer les séquelles traumatisantes de la chasse aux esclaves du XIX^{ème} siècle, entretenues par la politique de "zoo humain" pratiquée par les Britanniques au Sud.

Ainsi, le problème fondamental émane bien du fonctionnement de la société soudanaise au Nord : dans cette partie du pays, le pouvoir est détenu jalousement par une caste de commerçants et de grands propriétaires (les "Jellaba") alliés depuis le siècle dernier aux grandes confréries qui détiennent la légitimité spirituelle et politique. Ces groupes exploitent le pays en prédateurs, incapables de dépasser le stade d'un proto-capitalisme qui épuise les richesses naturelles tout en marginalisant les collectivités pastorales et agraires traditionnelles. Les désastres écologiques et le déracinement des

populations, causés par l'extension des fermes irriguées d'État et des grands domaines mécanisés, entraînent famines, exode rural et urbanisation non maîtrisée. L'instabilité politique chronique depuis l'indépendance, la crise économique, symbolisée par une dette extérieure injustifiable de 16 milliards de dollars au bas mot, sont le résultat de cette incapacité de la classe dirigeante soudanaise à impulser un développement durable.

Le Sud est la première victime de cette incompétence des élites, uniquement préoccupées de garder leurs privilèges : après avoir été la région du Soudan la plus délaissée par la colonisation et les gouvernements successifs du Soudan indépendant, c'est devenu aujourd'hui un domaine très convoité, à mesure que les ressources en terres fertiles et en eaux du Nord s'épuisent. Des richesses pétrolières reconnues ont encore augmenté l'appétit d'une caste dominante nordiste aux abois, pour la colonisation du Sud.

Le problème est que les Sudistes, systématiquement brimés par le Nord en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures, d'emplois et d'accès aux responsabilités, n'acceptent plus de se voir piller et revendiquent les mêmes droits que les Nordistes.

La tentation de l'indépendance paraît logique et elle a été le mot d'ordre du mouvement Anyanya, lors de la première guerre du Sud ; mais un Sud-Soudan indépendant est-il une perspective réaliste, lorsque l'on connaît le manque de maturité et de sens des responsabilités des forces politiques "modernes" du Sud ? Celles-ci ont toujours été promptes à se replier sur leurs bases ethniques, pour masquer leur incapacité à agir efficacement en faveur des intérêts du Sud tout entier ; il est vrai que la diversité ethnique et des modes de vie est ici bien plus grande encore qu'au Nord et que le choix d'un nom pour le pays, d'une capitale, la répartition des rares offices seraient sources de conflits qui dégénéreraient vite en affrontement sanglants, attisés en sous-main par Khartoum.

Un autre problème est celui des frontières entre le Nord et le Sud : tracées par les Britanniques, elles ignorent l'existence de vastes zones intermédiaires, comme les Monts Noubas ou les collines des Ingessana, dont les habitants sont opprimés au sein du Nord, et, plus à l'Ouest, la symbiose entre pasteurs Dinka au Sud et Baggara arabisés et islamisés au Nord : ces peuples dont l'existence est polarisée par l'élevage bovin de transhumance, partagent en saison sèche les mêmes pâturages et les mêmes points d'eau. Pour les Baggara, qui vivent à nouveau en paix avec leurs voisins, après les massacres et les dévastations que leurs milices tribales ont infligé aux Dinka à la fin des années 80, l'indépendance du Sud serait un péril mortel.

Il est donc impératif de trouver une formule qui fasse droit aux demandes d'autodétermination des peuples du Soudan en lutte, et qui permette à l'ensemble du pays de sortir du cycle infernal de la guerre et du sous-développement.

Le règne du Front National Islamique de Hassan el-Tourabi, au pouvoir officiellement depuis 1989, mais qui pèse en réalité sur la vie politique depuis 1977, est un obstacle majeur à un processus de paix réel. Il a en effet apporté une dimension nouvelle au conflit : la guerre de Khartoum contre le Sud est désormais articulée à une idéologie de lutte et de revanche sur l'Occident dont elle se réapproprie les armes intellectuelles et conceptuelles. L'ambition planétaire de Hassan el-Tourabi se fonde sur l'idée que l'expansion historique de l'Islam doit reprendre, après le coup d'arrêt qui lui avait été infligé par la colonisation ; en effet, les idéologies matérialistes, de type communiste ou capitaliste occidental, font misérablement faillite, et doivent céder la place au grand réveil des peuples musulmans, dans un système politique fondé sur le consensus des masses avec leur dirigeant, et sur une voie économique ultra-libérale, seulement régulée par les actes de charité à l'égard des plus pauvres.

Analysée dans le contexte soudanais, cette construction doit son succès au fait qu'elle représente une tentative de sauver un système menacé, en le parant d'une idéologie moderniste et dynamique pour remplacer l'emprise défaillante des vieilles confréries. De nouvelles couches émergent, affairistes et idéalistes mêlés : formés à l'occidental, sérieux et efficaces, ils donnent une nouvelle vigueur idéologique et répressive à la domination des "Jellaba" sur l'ensemble du Soudan. A l'image de leur maître Tourabi, diplômé des universités européennes, ces islamistes n'ont aucune formation religieuse particulière, et ne sont porteurs d'aucune dimension spirituelle. Ils se font les promoteurs d'une conception opportuniste de l'Islam, instrumentalisé en fonction d'un projet de société et d'objectifs économiques qui lui sont fondamentalement étrangers.

C'est ainsi que les Sudistes sont considérés comme des sauvages promis à l'extermination, qu'ils soient animistes, ce qui est admis par la pensée musulmane classique, ou même chrétiens, car ils sont alors considérés comme les produits des puissances coloniales occidentales.

La charia, présentée comme le code juridique de l'Islam, est en réalité étrangère à la culture des soudanais, comme de tous les peuples arabo-musulmans d'ailleurs, lesquels ont toujours intégré l'Islam dans leurs traditions juridiques, dans la mesure seulement où il pouvait être concilié avec les impératifs de la vie sociale de peuples très divers : la charia n'est en effet pas une loi divine, mais un système juridique développé au cours des siècles. Elle ne se présente d'ailleurs pas comme un corpus de règles structuré et enregistré comme nos propres codes juridiques, et n'a donc pas de valeur impérative (à l'exception des *hudud*, châtiments corporels prescrits qui contiennent de poser problèmes à de nombreux exégètes du Coran).

La charia est donc conçue (et perçue par les Soudanais) plus comme un instrument de terreur destiné à frapper l'imagination, que comme l'expression de la volonté divine.

Ce qui frappe le plus en effet, c'est l'absence d'humanité, et plus précisément, de valeur attachée à la vie humaine, qui ressort de la pratique de la répression au quotidien dans le Nord, comme de la guerre au Sud, et qui contraste violemment avec l'idée que se font la plupart des Soudanais musulmans de leur religion.

Viols systématiques pour faire naître une génération de sang-mêlés, réduction en esclavage, politique de la terre brûlée, déplacements forcés, exécutions sommaires, tortures sont l'expression d'une transgression organisée de tous les tabous sociaux comme des interdits religieux les plus sacrés.

Ici comme ailleurs, la communauté internationale est singulièrement discrète. L'ONU, à travers ses organisations spécialisées (PAM, UNICEF, PNUD, Opération Lifeline, UNHCR...) soutient activement les gouvernements en place, nourrissant les soldats et les tortionnaires, aidant aux transferts des réfugiés dans la ceinture de misère autour de Khartoum pour préserver les intérêts de ses organisations et de leurs personnels. L'humanitaire masque bien des errements, bien des détournements, et, dans ce domaine non plus, la France, quel que soit son gouvernement, n'est pas en reste.

Alors, la guerre jusqu'où ? Dans cette histoire, qui se fait, un nouveau Soudan est en gestation, qui ne sera pas celui qu'imaginent les protagonistes qui occupent le devant de la scène aujourd'hui. L'hypothèque qu'a longtemps fait peser la religion sur la politique soudanaise est désormais levée dans les esprits, avec la faillite des partis confrériques et le désastre auquel Hassan el-Tourabi a conduit le pays. Puisse cela ouvrir la voie à de nouvelles forces de réconciliation, uniquement préoccupées de développement équilibré et de justice sociale, avant que le pays ne soit définitivement privé de ses élites aujourd'hui exilées aux quatre coins de la planète, et transformé tout entier en champ de ruines fumantes, à l'image des Monts Nouba et des savanes du Sud.

Salah Ahmed Babiker

- **Marc LAVERGNE**

Chercheur au CNRS.

Il a dirigé le Centre d'Etude de Documentation Universitaire, scientifique et technique (CEDUST) de Khartoum de 1982 à 1988.

A coécrit et dirigé *Le Soudan contemporain* chez Karthala, en 1989, et a contribué au numéro 66 de *Politique Africaine* consacré au Soudan (cf. biblio)

- **Marie-Clarisse LUCAS**

Journaliste

Ancienne correspondante de l'AFP en Egypte

- **Rony BRAUMAN**

Ancien président de Médecins Sans Frontières (MSF)

- **Père Hubert BARBIER**

Président du comité de vigilance pour les droits et les libertés au Soudan

Quelques éléments de réflexion sur la nature du régime islamiste et les fondements d'une paix durable

J'ai accepté cet honneur redoutable d'ouvrir la journée, et je vous en remercie. Je suis toujours surpris de voir qu'à Rennes il y a toujours autant de gens qui s'intéresse au Sud Soudan, et qui sont prêts à venir consacrer leur samedi à regarder un peu plus loin et à s'intéresser à des problèmes qui ne sont pas, en apparence, proches.

Certains d'entre vous était là, la dernière fois quand j'avais parlé du Soudan, aussi je n'ai pas l'intention de vous faire une présentation géographique et historique vraiment classique du Soudan. Je crois que pour bien introduire cette journée, ce que je peux faire c'est de vous proposer un certain nombre de thèmes de réflexion sur des éléments qui me paraissent un peu problématiques à partir de cet exemple soudanais, des questions qui permettent d'avancer un petit peu dans la compréhension de ce qui se passe là-bas, mais qui ouvre aussi, éventuellement, sur d'autres évolutions aujourd'hui sur la planète et d'autres pays du Tiers Monde.

Toutefois pour mieux situer, je vais vous donner un cadrage de base.

La carte vous montre la configuration du Soudan, qui ne fait pas à proprement parler partie de la Corne de l'Afrique, mais ça la joute. C'est un pays qui s'étend sur un espace de 2,5 millions de km², c'est à dire cinq fois la France. C'est le premier élément important pour comprendre ce qui s'y passe. C'est un pays extraordinairement vaste, 3000 km du nord au sud et 2000 km d'Est en Ouest. Donc vous voyez le problème que cela pose déjà pour un pays très pauvre, dépourvu d'infrastructures.

Ce pays est chapeauté du nord au sud par l'axe du Nil. Vous voyez que le Nil rentre au sud et sort tout à fait au nord du pays. Il traverse donc différentes zones climatiques. Au nord, 1/3 de désert. Au centre, 1/3 de steppes, acacias, c'est ce qu'on appelle la zone soudano-sahélienne, cette grande bande qui part du Sénégal et qui va jusqu'à la mer Rouge. Une zone peuplée par des agriculteurs, des cultivateurs mais aussi des pasteurs. C'est une zone propice à l'installation humaine, à la différence du désert. C'est un peu le Soudan central, d'une certaine manière, mais les autres zones ne sont pas à négliger non plus. La dernière zone, d'une manière très schématique, c'est le Sud Soudan. Une zone plus arrosée par les pluies d'été, ça n'est plus de la steppe, mais de la savane, des hautes herbes. Une cuvette inondée une grande partie de l'année, en tout cas durant la saison des pluies, en été, et puis plus on va vers le sud et plus la région est humide. Aux frontières sud du pays, on arrive dans des régions de forêts galeries, de forêts avec des clairières. Avec, dans les savanes, dans les hautes herbes qu'on appelle herbes à éléphants, une population de pasteurs élevant des vaches, qui sont transhumants, des Nilotes comme on les appelle, qui sont ethniquement proches des Masai. Et puis sur les pourtours sud, des peuples qui sont là des cultivateurs parce qu'il y a la mouche tsé-tsé, et qu'on ne peut donc pas élever d'animaux. Donc dans ces régions plus humides, de forêts, de petites tribus de cultivateurs se sont installés.

Une grande diversité

L'idée qui ressort de cela, c'est qu'on dit généralement qu'il y a une grande diversité ethnique. Au Soudan, il y aurait à peu près 500 ethnies, 570 même disent certains, et plus d'une centaine de langues.

Cette diversité est quelque chose d'effectivement établie mais qu'on ressort tout le temps sans jamais la pondérer. Je pense qu'il faudrait essayer d'aller au-delà de différentes manières.

D'abord, il y a une dominante. Le Soudan fait partie de la Ligue arabe, se considère comme un pays à dominante arabo-musulmane, 70% de la population parle l'arabe d'une manière ou d'une autre, plus ou moins bien, c'est une dimension en progrès, que ce soit par la guerre ou par un phénomène naturel. Il y a une expansion de l'arabe sous différent dialecte. L'islamisation, elle aussi, est en progrès. Que ce soit par la guerre ou par un mouvement naturel, vous savez que l'Islam est une religion qui progresse en Afrique. Le Soudan ne fait pas exception à cela quelque soit les régions. Mais il y a dans le sud, une dimension que l'on dit négro-africaine, c'est à dire que les peuples qui occupent le sud du pays, le 1/3 sud dont j'ai déjà parlé, sont des peuples très divers, mais tous ont été jusqu'à présent, en apparence, assez préservés de ce mouvement du nord au sud, d'expansion de la langue arabe et de l'Islam. C'est là aussi qu'on trouve une grande fragmentation ethnique, linguistique et religieuse puisqu'au départ ces gens sont animistes, et il y a eu une expansion du christianisme. C'est à dire que dans ce sud qui regroupe, pour autant que l'on sache, un petit tiers de la population soudanaise (environ 30 millions au total), on a les 4/5 qui seraient animistes, et le reste qui serait chrétien. Mais je parle là sous le contrôle de mon voisin (H.Barbier) qui rectifiera les chiffres, peut être que lui verra que le christianisme occupe une part plus importante. Je crois que derrière le fait que les gens soient baptisés ou pas, il y a d'autres réalités, dans ce mouvement missionnaire qui fait que le christianisme progresse lui aussi au Sud Soudan. Et là sans doute que la guerre n'y est pas étrangère. Paradoxalement, l'Islam progresse d'un côté, le christianisme d'un autre, et ce au détriment de des religions traditionnels animistes.

Ce que je veux dire, c'est qu'on a donc cette dominante arabo-musulmane qui est un élément fort et aussi, un élément de conflit dans cette diversité ethnique. Mais ce que je veux dire, c'est qu'on aboutit à voir la situation au Soudan comme une opposition frontale entre le Nord et le Sud. Or je crois qu'il faut aller plus loin. D'une part, en montrant comment les ethnies ne sont pas des structurations établies de toutes éternité. Ce sont des choses qui bougent au fil du temps, aussi bien au nord du Soudan où il y a des tribus qui parlent, pour la plupart, l'arabe et qui sont aussi, pour la plupart, islamisées. Mais il y a des regroupements, des scissions. Il y a eu des travaux qui ont été

**Une dominante
arabo-
musulmane**

faits par les anthropologues modernes. L'ethnie n'est pas un cadre préétabli de toute éternité. Il y a aussi une historicité. Les peuples dont on va parler n'ont pas toujours existé, n'existeront pas toujours sous cette forme. Les frontières de ces ethnies, si on cherche à délimiter des frontières, soit géographiques, soit humaines, sont assez floues. L'appartenance à telle ou telle ethnie est quelque chose d'assez variable.

On peut prendre quelques exemples. Les plus grandes tribus du Sud Soudan, donc les peuples Nilotes, sont venues ou seraient venues, il y a deux siècles du Kenya. D'autres sont venues du Centre, d'autres ethnies sont apparues plus récemment. D'autres fusionnent avec d'autres, c'est quelque chose d'assez connu en Afrique, qu'on pourrait même étendre. C'est un peu la colonisation qui a figé l'identité en disant : « vous appartenez à telle ou telle ethnie ». Or les choses ne sont pas aussi simples.

Des migrations

D'autre part, on a l'impression, en voyant 570 ethnies ou tribus, que le Soudan est une mosaïque. En fait, il ne faut pas négliger l'aspect des relations inter-ethniques, qui est important. Les gens ne sont pas juxtaposés, ils vivent ensemble, ils cohabitent, ils ont des intérêts communs, ils partagent un territoire commun. L'intérieur du Sud, du Nord, ou entre le Sud et le Nord, il y a des espaces de regroupements. Il y a beaucoup de mélange de toutes sortes. Ce sont des choses à prendre aussi en considération quand on étudie cette diversité technique.

D'autre part, il y a des phénomènes plus modernes qui sont les migrations.

Les migrations sont typiques de ce qui se passe au XX^{ème} siècle, en particulier depuis une cinquantaine d'années.

D'abord des migrations de travail qui font que les gens sont allés chercher du travail salarié dans des plantations, par exemple. C'est le cas des gens de l'ouest du Soudan, région très pauvre, qui sont allés dans le centre ou entre les deux Nil, sur de grandes fermes cotonnières. Les Anglais avaient organisé cela, il y a donc, là aussi, un brassage au départ. C'étaient les migrations saisonnières. On partait faire la récolte du coton, et puis on rentrait chez soi. Petit à petit cela devient permanent. Cela touche 500 000 personnes chaque année. Il y a donc un brassage qui se fait à partir des migrations de travail.

D'autres migrations sont venues se greffer là dessus. Ce sont les migrations de famine, ou de guerre, donc des migrations forcées qui datent des années 70 et qui se sont beaucoup amplifiées aujourd'hui. Alors on a vu des années où la famine a touché toute cette zone désertique au Soudan sahélien, dont j'ai parlé, les gens sont venus vers les grandes villes où il y avait de l'aide. Ils y sont restés en grande partie, et même si ils sont retournés chez eux, ils ne sont plus les mêmes que lorsqu'ils sont partis, ils sont passés par la ville, ils ont découvert le monde de la ville, le travail salarié éventuellement.

A partir de la ville ils ont découverts tout le monde de l'humanitaire, donc ils ont découverts d'autres modes de vie, d'autres cultures, je dirais d'autres richesses, parce que le monde de l'humanitaire, des ONG, tout l'appareil onusien est tout à fait stupéfiant pour quelqu'un qui sort de son village et qui vit en autosubsistance.

Donc ces migrations ont débouché sur des changements identitaires, ainsi que sur une urbanisation. C'est un phénomène qu'on retrouve sur toute l'Afrique, sans doute dans tout le Tiers Monde, et sur toute la planète. Mais dans le cas du Soudan on part d'une société extrêmement rurale qui ne connaissait pratiquement pas la ville, il y a un siècle, et qui aujourd'hui est à 25-30% urbanisée, et ce mouvement a été amplifié par la guerre. On va voir que ce mouvement touche aussi le Sud qui est la région la plus rurale du Soudan parce que les sociétés du Sud n'ont pas créé de villes par elles-mêmes. Il y avait des comptoirs de commerçants, des postes militaires dans le Sud qui sont devenus, aujourd'hui, du fait de la guerre, des villes et des grandes villes. C'est à dire qu'en l'espace de quelques années on a des villes qui ont multiplié leur population par cinq, qui ont des réfugiés, des garnisons, donc une vie tout à fait différente puisque les peuples sont déracinés de leur village, perdent leur troupeaux du fait de la guerre, et vont dans ces villes du Sud. Ils vont aussi, curieusement, dans les villes du Nord. A Khartoum, on dit qu'il y a plus d'un million de Sudistes. Alors dans une ville de 4 à 5 millions d'habitants ça crée une dimension tout à fait nouvelle.

Je crois que lorsqu'on parle, pour le Soudan, de confrontation ethnique, il ne faut pas négliger le fait qu'il y a des fusions, des contacts beaucoup plus étroits qu'auparavant, que ce soit du fait de la guerre, contacts violents, ou bien des contacts porteurs de changements à plus long terme du fait qu'il y a, maintenant, à Khartoum et dans les grandes villes du Nord, une dimension sudiste, de la même manière que dans les villes du Sud, du fait de la présence d'une armée gouvernementale importante, d'une administration, etc., il y a une présence nordiste. Dans les deux cas, il y a des échanges culturels, linguistiques, religieux et qui ne sont pas forcément dans un seul sens.

Donc quand on parle d'une guerre civile au Soudan entre le Nord et le Sud, il faut faire attention à cette instrumentalisation de l'ethnicité, du sens de l'ethnie, je ne suis pas convaincu qu'il y ait une guerre ethnique au Soudan. Pour ces raisons, et pour d'autres aussi, qui sont que l'armée soudanaise, l'armée gouvernementale est largement constituée de Sudistes qui s'enrôlent pour gagner leur vie, pour nourrir leurs familles, parce qu'ils sont éventuellement des déplacés qui sont allés se réfugier au Nord. Comme il n'y a pas de travail, on s'engage dans l'armée. Ce n'est pas une armée de conscription obligatoire, c'est une armée de métier. On s'enrôle donc dans l'armée pour survivre. Si vous voulez, on va tuer ses frères au Sud pour vivre.

Pas de guerre ethnique

Au-delà de ça, il y a une diversité de positionnement politique. Tous les Sudistes ne sont pas engagés dans la guerre du côté du Sud. Il y a aussi cette dimension sudiste à Khartoum, que le gouvernement considère parfois comme une "cinquième colonne". Cependant ce sont des gens qui font partie du tissu économique et social du Nord.

Il y a aussi, et cela est plus ancien car il y a toujours eu des Sudistes à Khartoum, des écoles, des églises, des congrégations, des fonctionnaires, des politiciens, des militaires, des gardiens de prison sudistes qui vivent à Khartoum et qui forment des pôles d'agrégation pour ces réfugiés qui viennent. On trouve des gens à Khartoum, y compris des responsables politiques, je ne parle pas ici de ceux qui ont pactisé avec le pouvoir islamique du Nord, mais je parle de gens qui ont joué un rôle historique, qui sont, je le disais, des journalistes, des enseignants, des universitaires qui ont fait leur vie à Khartoum. Et si vous prenez les chefs de la rébellion, eux-mêmes, tels John Garang, Riek Mashar, se sont des gens qui se sentent de Khartoum autant que du Sud. Ce sont des intellectuels qui font partie de la formation sociale soudanaise et khartoumaise. Ce sont des gens qui ont été enseignants, qui ont été des militaires avec des responsabilités dans l'armée gouvernementale. C'est le cas du colonel John Garang, qui était un colonel de l'armée soudanaise et qui se considère toujours comme tel. De même qu'il était enseignant à l'université de Khartoum, et il était fier d'enseigner. Son vrai pays, du moins une part importante de son identité, c'est cette identité soudanaise.

J'ai connu la plupart d'entre eux qui étaient mes collègues à l'université : ce sont des gens qui vivaient pleinement leur vie à Khartoum, même s'ils sont aujourd'hui dans le bush, dans la forêt.

Diversité des positionnements politiques, des rattachements identitaires, même si aujourd'hui il y a un début de polarisation ethnique. Parce qu'on parle des Dinkas, on va dire que les Dinkas, qui sont le plus grand peuple du Sud, sont rangés d'un côté, il y a une fragmentation chez les Dinkas, des clans qui s'opposent et qui se font la guerre. Il y a différents chefs militaires. On parle, aussi, des Béja qui sont une grande tribu nomade du Nord sur la mer Rouge, disons qu'ils s'opposent au gouvernement de Khartoum, mais ce ne sont pas tous les Béja. Même s'il y a une sorte de polarisation ethnique qui se fait, on constate, comme on l'a constaté en Yougoslavie, comme on le constate dans différents pays, où il y a au départ une coexistence puis on essaie de tirer les gens de leur camp, de réduire leur identité à quelque chose de très simple qui serait comme ça l'appartenance Dinka, ou l'appartenance à tel ou tel groupe ou à telle ou telle religion. C'est en fait, beaucoup plus compliqué que cela.

C'était là mon premier point.

L'islamisme

Le second point que je voudrais aborder maintenant, c'est l'islamisme.

Puisque nous avons au pouvoir, depuis 1989, un régime que l'on dit islamiste.

Alors, qu'est-ce que ce régime islamiste soudanais ?

Là aussi il y a des idées reçues sur lesquelles il faut peut-être d'abord revenir.

Tout d'abord, une spécificité en apparence soudanaise, c'est que ce régime, qui est fondé sur un mouvement appelé le Front National Islamique (FNI), s'est formé contre les partis musulmans traditionnels. Parce qu'à la différence de l'Algérie et de l'Égypte, il n'y a pas au Soudan de tradition laïque du pouvoir qui serait opposé à l'Islam, et qui serait porteur d'autres valeurs, comme cela a été le cas avec le socialisme ou le nationalisme arabe, ou le FLN en Algérie. Non, le centre du champ politique soudanais a toujours été tenu par deux grands partis dits confrériques.

Dans l'Islam soudanais, il y a deux confréries qui ont toujours partagé le pouvoir, même quand il y avait des dictatures militaires. Les confréries, en réalité, continuaient à structurer le champ politique, le champ social et religieux du Nord Soudan.

En quoi ce régime islamiste est-il opposé aux partis traditionnels ?

Il se pose depuis la naissance de ce mouvement islamiste, après la seconde guerre mondiale, en 1947, en vecteur de la modernité. Il ne s'agit pas du tout d'un retour en arrière, d'un retour à la tradition. Le dirigeant de ce mouvement, le docteur Hassan Al-Tourabi, part de l'idée, qui est fondamentale pour lui, que la société soudanaise est une société archaïque, que les confréries sont des poids, le poids de la tradition. Pour libérer le Soudan de ses problèmes récurrents, le sous-développement, le problème d'unité nationale, et d'autres encore, il faut détruire ces confréries et installer un mouvement qui a pour substrat l'Islam, je dirais une vision de l'Islam, mais qui cherche, au fond, à casser toutes les solidarités, les allégeances, la structuration de la société soudanaise, parce que tout soudanais du Nord se reconnaît dans une confrérie, dans un parti politique issu d'une confrérie, dans une tribu ou un clan rattachés à une confrérie. C'est donc cela l'objectif de départ du mouvement.

C'est un mouvement dont on peut dire qu'il ne part pas vraiment de l'Islam. Ce ne sont pas des penseurs religieux qui sont les responsables de ce mouvement, ni Hassan Al-Tourabi, ni les gens qui sont autour de lui n'ont la moindre formation religieuse. Hassan Al-Tourabi est un docteur en droit. C'est un juriste formé en Occident, et tout ce qu'il connaît de l'Islam, même s'il est originaire lui-même d'une famille soufi, c'est à dire de ces mouve-

**L'islam
soudanais**

ments qu'il combat car il considère que ce sont des mouvements piétistes ou autres qui endorment la population au lieu de la soulever.

Une autre dimension de ce FNI, c'est l'anticommunisme. C'est quelque chose qui historiquement a beaucoup compté, aujourd'hui sans doute beaucoup moins, mais l'essor de l'islamisme est du au soutien qu'il a reçu de l'Arabie Saoudite, essentiellement dans les années 70, des pays du Golfe qui avaient des richesses nouvelles avec des pétrodollars mais pour lesquels la menace la plus grave était le communisme ou disons le camp soviétique. Il faut bien inscrire l'émergence du FNI soudanais dans cette confrontation Est/Ouest. C'est à dire que si Hassan Al-Tourabi a fait des études en France, a été boursier du gouvernement français au début des années 60, c'est dans le cadre d'un « containment », d'une lutte contre Nasser, par exemple, en Egypte, dont on craignait qu'il fasse basculer le monde arabe dans le camp soviétique. Donc, les Frères Musulmans, au Soudan, mais ailleurs aussi, ont été aidés par l'Occident. Cela a duré très longtemps, puisqu'en Afghanistan, c'est bien ce rôle là que la CIA a joué en soutenant les moujahidines jusqu'à la fin des années 80, donc tout récemment. Au Soudan, cela a été très nettement le cas. Pourquoi soutenir les Frères Musulmans contre les communistes ? Evidemment les Frères Musulmans, les islamistes en général, sont contre les athées. Ça c'est une dimension. Mais cela ne paraît pas être une dimension essentielle.

L'autre dimension, c'est le libéralisme économique qui est quelque chose qui joue un rôle important dans le Soudan actuel. Libéralisme, hyperlibéralisme économique, c'est-à-dire moins d'Etat ou même suppression du rôle régulateur de l'Etat, libération des forces économiques ; la régulation sociale, c'est à dire le transfert des riches aux pauvres, étant laissé au domaine de la charité publique en se fondant sur le Coran. C'est une idéologie qui est tout à fait propre à Hassan Al-Tourabi, mais que l'on trouve aussi dans d'autres mouvements. L'idée c'est le laisser-faire, enrichissez-vous, Dieu l'a voulu, la régulation se fera simplement par bonté, par charité non pas chrétienne mais islamique. Cela a des conséquences très graves, évidemment, sur la formation sociale du pays.

Quelques mots sur la sociologie de l'islamisme soudanais et sur ses positions politiques. Le recrutement de cet islamisme soudanais ne vient pas des religieux, mais plutôt des jeunes éduqués, les étudiants d'université, qui forment la base du recrutement des Frères Musulmans, comme ils forment la base des recrutements communistes. Ce sont les deux forces nouvelles après la deuxième guerre mondiale, qui essaient de tailler des croupières aux partis traditionnels au Soudan. Pendant longtemps, la lutte est assez inégale entre eux, mais on verra que les Frères Musulmans, qui ont un recrutement petit-bourgeois, des jeunes de la campagne qui sont montés à la ville et qui ont des frustrations à l'égard des grands-bourgeois qui tiennent le pouvoir, des grands

commerçants, des grandes familles traditionnelles. Les Frères Musulmans vont adopter le modèle des communistes. En effet, le FNI a adopté toutes les méthodes, c'est à dire la clandestinité, l'organisation extrêmement structurée, cloisonnée, hiérarchisée d'un PC et aussi la volonté d'englober toute la société dans un Parti-Etat. C'est ce que les communistes ont essayé de faire dans les pays de l'Est, avec plus ou moins de succès.

Aujourd'hui, les islamistes essayent de le faire au Soudan, d'arriver à contrôler, à former, à maîtriser un homme nouveau, qui n'est plus l'homme communiste, mais l'homme islamiste par un embrigadement de toute la société.

Le mouvement islamique, c'est avant tout l'oeuvre d'un homme exceptionnel, le docteur Hassan Al-Tourabi, qui est un très fin politicien. J'ai dit que ça n'était pas un personnage religieux, mais c'est un politicien de grand talent, qui a plusieurs caractéristiques. Il est d'abord extrêmement opportuniste, il a réussi à survivre tout au long de ces 40 années de lutte pour le pouvoir. Parce qu'un autre élément, tout à fait marquant, est qu'Hassan Al-Tourabi a tout de suite compris que les islamistes étaient condamnés à rester un groupuscule d'intellectuels s'ils ne se donnaient pas les moyens d'entrer dans l'appareil d'Etat, de le noyauter et de le prendre.

Donc il y a eu des scissions car qui dit entrer au pouvoir, dit faire des compromis, dit adopter des attitudes politiciennes. Donc il y a eu scission avec les Frères Musulmans qui étaient eux pour une arrivée au pouvoir plus sur le long terme, après avoir convaincu la majorité de la société du bien fondé de l'islamisation.

Hassan Al-Tourabi a pensé que cela n'arriverait jamais par la conviction et qu'il fallait se donner des moyens comme tous les partis politique, finalement banaliser le parti, le présenter à des élections, occuper des postes de responsabilités et finalement faire un coup d'Etat.

Alors cet « entrisme » politique a commencé dans les années 60, quand Hassan Al-Tourabi est rentré de ses études en France. Il est allé en prison dans les années 70. A la fin de ces mêmes années, il a été libéré de prison parce que le dictateur l'époque, le Maréchal Nimeiri, avait besoin d'un appui islamiste. Au départ il avait le soutien des communistes et des Sudistes puis il l'a perdu, donc il fallait qu'il s'appuie sur d'autres forces, et il a fait remonter dans l'appareil d'Etat, ces forces traditionnelles. Tourabi est donc devenu secrétaire général de l'Union Socialiste Soudanaise, qui était le grand parti unique du Soudan, à partir de 1978, puis il est devenu ministre de la Justice, ce qui lui a permis de commencer à islamiser le droit soudanais, et enfin, il est devenu conseiller privé du dictateur finissant. Il a obtenu que soient adoptées, en 1983, des lois islamistes.

Voilà donc pour son « entrisme » politique et la façon dont il a manœuvré et développé cette culture du pouvoir. Il s'est servi de différents

leviers pour former des jeunes. Je vous ai parlé de ces étudiants qui formaient la base du Parti. Ils ont été envoyés dans les meilleures universités en Amérique. Ils ont été nommés à des postes dans des banques, dans des entreprises, dans les administrations des pays du Golfe. A la fois pour y faire fortune et donner de l'argent au Parti ou pour acquérir des formations, des relations. Donc il a ensuite récupéré ces gens qu'il a placés, en attendant leur heure, dans l'appareil d'Etat soudanais. Et en 1989, quand eut lieu ce coup d'Etat militaire, mais avec les Frères Musulmans derrière, le fruit était mûr. Les Frères Musulmans, qui sont une minorité (ils n'ont jamais eu plus de 10% de voix à des élections libres), ont réussi à prendre le pouvoir assez facilement, à éliminer l'opposition, à garder le pouvoir jusqu'à aujourd'hui. Cela est dû à leur structuration, à leur professionnalisme au pouvoir, à leur capacité d'occuper tous les postes clés, de tout contrôler, d'une part, et aussi à la masse financière dont ils disposaient grâce à l'argent de leurs supporters dans les pays du Golfe ou en Arabie, grâce aussi aux structures de financement qui sont mises en place au Soudan avec des banques islamiques, avec aussi des sociétés islamiques de placement de fonds qui drainent l'argent des émigrés, qui drainent l'argent des groupes islamistes ou bien de leurs supporters. Mais aussi tout un domaine dont on parlera peut-être au cours de la journée, qui est le secteur caritatif islamique. Ils ont fondé des organismes humanitaires islamiques qui couvrent tout un champ d'activités, que ce soit l'enseignement, la santé, et même des secteurs économiques très importants.

Ce que je voudrais dire sur cet aspect, c'est que l'on oppose les islamistes aux chrétiens, par exemple. Le positionnement politique me paraît secondaire par rapport à cette dimension du pouvoir et du projet de société dans laquelle l'Islam m'apparaît vraiment comme un « digest » de quelques règles de base, de quelques canons de fonctionnement, et un moyen de s'assurer un contrôle sur la population.

Alors cette conception de l'Islam est extrêmement simpliste. Mais cela renvoie à des questions auxquelles je ne répondrai pas là et auxquelles, à mon avis, personne ne peut répondre. C'est à dire : qu'est-ce que l'Islam ? Y a-t-il un vrai Islam ? Est-ce que l'Islam confrérique dont j'ai parlé est le vrai Islam, ou le faux ? L'Islam est une culture, c'est une civilisation qui a un point de départ, qui a une date de départ, qui a une histoire, qui a du vécu, une géographie même, et bien malin qui pourrait dire le Coran c'est le guide juridique, c'est un instrument de référence à partir duquel on peut fonder une société donnée et dire qu'une autre n'est pas valable. Ce sont des questions de fond auxquelles, je le répète, je ne répondrai pas ici, mais sur lesquelles il faut s'interroger. Il y a au Soudan, actuellement, une lecture de l'Islam. Beaucoup de musulmans disent que ce n'est pas la bonne et on va la remplacer par une autre. Il y a des accommodements possibles etc. Je crois que, au fond, le Coran, qui est la Révélation au sens strict, ne fournit pas les éléments d'une société donnée.

De la vraie nature de la guerre civile

Maintenant, je vais passer, en quelques mots, à la vraie nature de la guerre civile.

C'est un peu dans le fil de ce que je viens de dire. Cette guerre civile qui ravage le sud du Soudan depuis 1955, avec une interruption de 1972 à 1983, n'est, à mon avis, ni religieuse, ni ethnique. Je m'explique car cela peut un peu surprendre.

Elle ne paraît pas religieuse, bien que placée sous le signe du djihad, c'est à dire de la guerre de conquête, de conversion, de lutte à mort entre le Dar al Islam, c'est à dire en arabe, le pays des musulmans, et le reste qui est le pays de la guerre, c'est à dire des terres à conquérir pour l'Islam, des terres infidèles. C'est le gouvernement qui a décrété cela et il est vrai qu'il se produit au Sud Soudan, depuis que ce régime est en place et du temps du régime précédent, qui était pourtant démocratique et parlementaire, l'islamisation forcée, une guerre de ravage. Un génocide à dire vrai. Hassan Al-Tourabi, dont je vous ai dit que ses ressorts n'étaient pas religieux, disait récemment à un journaliste français : « La guerre au Sud Soudan est une guerre écologique ». Le journaliste ne comprenait pas, ou avait peur de comprendre de quoi il voulait parler. Et bien tout simplement du fait que la guerre au Sud, quand Hassan Al-Tourabi s'est laissé à livrer ses sentiments profonds, visait à éradiquer, à nettoyer le Sud de sa population pour y implanter une autre population et mettre en valeur le Sud, c'est-à-dire les potentiels agricoles, l'eau et toutes les ressources du Sud. Malgré cette progression de l'Islam et du christianisme, dont j'ai parlé, au détriment des religions traditionnelles, ça ne paraît pas être une guerre religieuse. C'est vrai qu'il y a des effets religieux, des arguments religieux, mais je reviens en deux mots sur cette progression du christianisme. Je crois que les religions traditionnelles, de même que la structuration traditionnelle des sociétés, sont détruites par la guerre et que les Sudistes, s'ils sont adeptes des religions animistes, s'aperçoivent que ces religions n'offrent pas de références, n'offrent pas de recours. Il n'y a pas derrière, à l'extérieur, tout un appareil de soutien à ces religions. D'autre part, elles ne leur ont pas évité la guerre. Alors que le christianisme et l'Islam peuvent offrir, au delà de la conversion forcée, une sorte de protection, d'adhésion à des cultures qui peuvent paraître supérieures, parce que ce sont des cultures mondiales, écrites. Ce sont des cultures qui permettent aux gens fragmentés du Sud Soudan de s'agréger à quelque chose de plus vaste dont ils peuvent attendre un secours et peut-être aussi qu'ils ont appris à utiliser ces allégeances, cette agrégation à des forces supérieures, tels l'Islam et le christianisme, pour se défendre, pour retrouver une identité. L'identité traditionnelle n'étant plus à même, je vous le dis, de

Ni guerre de religion, ni guerre ethnique

lutter contre les forces du XXème siècle, contre ces forces de la modernité, dévastatrices, dont ils subissent les effets. C'est un peu ça, le monothéisme, qui est un élément extrêmement réducteur de la culture de ces sociétés du Sud Soudan. Voilà pourquoi il peut constituer un recours.

Alors pourquoi ça n'est pas une guerre religieuse ? Encore une fois, c'est parce que même dans la pratique de cette guerre, je l'ai dit, il y a un génocide en cours, mais je vous ai dit tout à l'heure, que dans les deux camps il y a des Sudistes. Il y a des musulmans au Sud Soudan et dans les régions touchées par la guerre. D'abord parce que le Sud Soudan n'est pas une entité fermée, qui aurait été livrée tout d'un coup à une agression du Nord. Le Sud Soudan a vécu au XIXème siècle la traite des esclaves, qui a été la première irruption du monde extérieur dans ces sociétés autonomes. Cette traite des esclaves dans les années 1820 à 1850-60 était déjà déstructurante pour les sociétés du Sud Soudan. Autour des points de ralliement de ces trafiquants, il y avait des villages qui se créaient, il y avait une société composite à laquelle la langue arabe, ou du moins un dialecte arabe, pouvait servir de lien. Et l'Islam aussi, à partir de là, a commencé à se faire connaître dans cette région. Il y a des peuples qui sont dans les Monts Nuba, dans le Darfour, le Founj, des peuples qui sont à la frontière du Sud et du Nord, dans ces régions de savane qui sont souvent des régions de montagne, qui sont islamisées et parfois depuis très longtemps. Pourtant eux aussi sont massacrés et soumis au génocide. Des imams sont égorgés au même titre que des chrétiens ou des animistes par l'armée gouvernementale.

Donc cette guerre a une autre nature.

Ça n'est pas une guerre ethnique non plus. Je vous ai dit que l'armée gouvernementale comprenait des Sudistes, qu'il y a des Sudistes à Khartoum, y compris des Sudistes du Nord. Mais il y a aussi des affrontements entre les peuples du Sud, entre les ethnies du Sud, affrontements qui sont fomentés par le gouvernement, et qui sont aussi traditionnels, car il y a toujours eu des luttes pour les pâturages, pour le bétail, pour l'eau. Il y a donc des affrontements très meurtriers entre les peuples du Sud et il y en a aussi entre les peuples du Nord. Chez les Four, par exemple, il y a aussi des affrontements traditionnels pour les mêmes raisons. Tout ça est extrêmement meurtrier parce que maintenant on change d'échelle. Mais voilà, c'est pour vous montrer la complexité. Il n'y a pas qu'une guerre Nord/Sud, il y a des guerres internes.

Alors ce racisme, si l'on peut dire, du régime du Nord est au service d'un projet de société qui est surtout économique et social. Le projet de ce régime, c'est de mettre la main sur les richesses du Sud, de les livrer à un développement capitaliste très moderne axé sur la rentabilité, et non pas sur le développement économique et social des peuples du Sud. Mais cela n'est que le prolongement de ce qui s'est fait dans le Nord. Le Soudan est entré dans une

Un racisme au service d'un projet économique

économie moderne. Il est dans une économie prédatrice, une économie "minière", capitaliste, au détriment des intérêts des peuples qui sont là. Ça a commencé au Nord, et petit à petit cette grande agriculture mécanisée, avec ces grands périmètres irrigués, a mangé la terre des petites collectivités ou a accaparé les terres de parcours des pasteurs obligés aux migrations de travail, dont je parlais tout à l'heure, et à se prolétarianiser dans les fermes, ou bien à aller dans les bidonvilles de la capitale. Aujourd'hui que les terres du Nord sont quasiment stérilisées, qu'il y a de la famine, de la sécheresse, qui font que les ressources du Nord sont à peu près épuisées, et bien, le phénomène descend jusqu'au Sud qui est mieux arrosé, qui a plus d'eau, qui a des terres fertiles, mais où il y a des populations qui gênent. Donc en dernier ressort c'est cela l'objectif.

Le docteur John Garang, qui est le chef du principal parti de l'opposition, le SPLA-SPLM, a un doctorat d'économie de l'université de Géorgie, et il est agronome, il s'intéresse aux questions agricoles. Et bien son projet est exactement le même que celui d'Hassan Al-Tourabi, c'est à dire que celui des dirigeants du Nord : c'est aussi une mise en valeur capitaliste du Sud. Une mise en valeur moderne. Lui aussi se bat et a un regard sur sa société, de condescendance, de mépris, considérant que les peuples du Sud sont arriérés et qu'il faut les moderniser. C'est ce qui se passe dans la guerre, et c'est sans doute ce qui arrivera, malheureusement ou pas, on peut en discuter, après la guerre. Là encore, pour relativiser la dimension islamique, religieuse, l'Islam n'est là qu'un moyen de contrôle social, de légitimation de cette guerre sauvage qui est livrée à l'égard du Sud.

Alors après, le projet n'est pas seulement, pour le régime actuel, de moderniser ou de s'enrichir, grâce à ces ressources du Sud Soudan. Il est de faire du Soudan, on le sait, une base d'expansion mondiale de l'islamisme. La spécificité d'Hassan Al-Tourabi, qui ne se considère pas de ce point de vue là comme Soudanais, mais comme ayant une responsabilité mondiale, c'est de se servir de cette base pour aider tous les mouvements islamistes de revivification de l'Islam à travers le monde. Hassan Al-Tourabi considère que la chute du communisme et la fin de la guerre froide, ouvrent une fenêtre d'opportunité à l'Islam pour être le mouvement d'opposition à l'Occident. C'est assez paradoxal, car en même temps, il est adepte de l'ultra-libéralisme tel qu'il est en vigueur à l'heure actuelle. C'est-à-dire qu'il s'inscrit totalement dans la pensée unique. Mais sur le plan culturel il considère que le capitalisme est aussi athée, aussi matérialiste que le communisme, et que les peuples ont besoin d'une référence spirituelle, une référence métaphysique, et là il rejoint tout à fait Jean-Paul II, par exemple, l'Eglise catholique qui mène un peu le même combat à l'intérieur de la Chrétienté pour redonner une dimension spirituelle à nos sociétés occidentales. Lui considère que l'Islam a un champ de dimension mondiale. C'est-à-dire que l'Islam a une vocation aussi bien en Corée qu'aux Etats-Unis et qu'il faut avec des moyens finan-

ciers, avec un travail de longue haleine, arriver à faire basculer progressivement ces sociétés dans l'Islam. Bien sûr, il ne le dit pas comme cela mais c'est le fond de sa pensée.

Quel avenir pour ce régime ?

Maintenant, quel avenir ? On m'a demandé de voir quel était l'avenir de ce régime.

Je crois d'abord qu'il y a un échec économique et social. Le Soudan est ruiné. Le Soudan est affamé. Il y a un échec politique et culturel. Ce régime n'a jamais réussi à obtenir de légitimité, c'est-à-dire que y compris parmi les musulmans les plus pieux du Nord Soudan très peu ont adhéré à cette idéologie. Ils restent adeptes, pour autant qu'on le sache, de leurs confréries, qui sont au nombre d'une cinquantaine, pas simplement les deux principales qui sont politiques, mais de toutes ces confréries qui structurent l'Islam.

Le régime a sombré dans la corruption, je vous ai dit qu'il y avait beaucoup d'argent drainé de l'extérieur, et finalement il y a beaucoup d'affairistes, d'opportunistes qui sont entrés dans ce régime, et la mauvaise monnaie chasse la bonne. Beaucoup de gens convaincus en sont sortis.

Echec militaire, puisque la guerre continue et que tous ces projets de mise en valeur du Sud, d'exploitation pétrolière et autres n'ont pas encore vraiment démarré.

Enfin, échec diplomatique international. Le Soudan est au ban de l'humanité. Il a des problèmes avec tous ses voisins et puis au-delà avec l'ONU, les régimes arabes et musulmans en général. Mais il est toujours là. Il y a une résistance.

Résistance

Alors cette résistance à quoi est-elle due ? Cette résistance qui étonne les gens, parce que cela fait sept ans que ce régime perdure.

D'abord un appareil de sécurité très fort. Je vous ai dit que c'était un régime extrêmement structuré avec un appareil clandestin. Il a aussi mis sur pied un appareil de sécurité avec une répression sans faille, par élimination de tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui.

Il y a cet aspect. Mais il y a aussi cet autre aspect : l'absence d'alternative mobilisatrice. D'une part l'opposition, qui a été chassée du pouvoir, est usée. Et c'est bien ce qui a permis, déjà, aux islamistes de prendre le pouvoir. Les confréries n'avaient pas de projet économique et social, ni de projet de société. Ils n'ont jamais réussi à régler le problème de l'unité dans la diversité du pays, donc la guerre a toujours continué sous le régime de ces partis, ni de solution pour le développement économique et social, parce que cette grande bourgeoisie de Khartoum qui est dans les affaires, qui possède la terre, qui possède les troupeaux, qui possède le commerce et qui est liée aux confréries,

ou qui sont les dirigeants de ces confréries, et bien ce sont eux qui ont appauvri, qui ont fait cette agriculture minière, cette exploitation du sol, cette exploitation des hommes, sans jamais penser à ce qu'on appelle aujourd'hui, la "durabilité". Le terme est à la mode, « sustainable development », qui est aujourd'hui à l'honneur avec la Banque Mondiale. On a affamé progressivement le Soudan, et le régime islamiste n'a plus eu qu'à cueillir le fruit. Mais aujourd'hui ces gens qui sont dans l'opposition n'ont pas de programme pour changer de nature car leur base économique et sociale est toujours dans cette exploitation qui ne tient pas compte de ces régions périphériques, de l'absence d'infrastructures, de la pauvreté, et donc finalement des intérêts du peuple soudanais. Donc les Soudanais qui souffrent sous le régime islamiste, ne soutiennent pas pour autant l'opposition.

Résistance, d'autre part, parce que c'est la fin de la guerre froide. Si on était encore à l'époque de l'URSS, il y aurait certainement des forces à l'extérieur qui pourraient intervenir. Le Soudan serait un enjeu, et on verrait ce régime peut-être tomber parce qu'il y aurait une aide extérieure solide et puis aussi parce qu'il y aurait une idéologie de remplacement, le communisme, le socialisme ou d'autres. Mais là on ne voit pas de projet de société alternatif. On voit une opposition qui est aujourd'hui regroupée au sein de l'Alliance Nationale Démocratique, donc une opposition en exil, qui regroupe les forces du Nord, du Sud, des militaires, des gens de toutes sortes. Ces gens sont d'accord entre eux pour prendre le pouvoir. Ils ont signé des accords. Ils sont d'accord sur une base qui est la laïcité, si l'on peut dire, et le fédéralisme, terme à définir, mais il n'y a pas, derrière cela, de projet de société alternatif réel qui puisse mobiliser les gens à l'intérieur pour s'en sortir.

Donc l'alternative qu'il y a maintenant, en admettant que le régime tombe, c'est la sécession du Sud, ou bien ce que le Colonel John Garang propose, parce que lui est un peu le seul à avoir proposé un projet qu'il appelle : New Sudan.

Alors la sécession, à mon avis, on peut l'éliminer, si on regarde les choses à plat. Cela ne veut pas dire que cela n'arrivera pas parce qu'à l'étranger beaucoup de monde pense que c'est la solution. Mais enfin, tout mon exposé tend à montrer que les choses sont plus compliquées qu'un affrontement entre Nord et Sud.

La sécession, parce que les Nordistes n'en veulent pas, et parce que les Sudistes n'en veulent pas non plus, ni le SPLA, ni les autres forces du Sud qui s'opposent à Garang. Finalement, personne n'est pour la sécession, car elle n'est pas viable. On ne voit pas ce que serait un Etat du sud Soudanais. On ne voit pas quel nom il aurait, quelle capitale il aurait. On ne voit pas comment tous ces peuples, dont j'ai montré la diversité, pourraient trouver une langue commune, pourraient trouver une culture commune, un projet commun. On peut penser, et c'est l'idée de Garang depuis le début, que s'il y

La sécession ?

avait un Etat sud soudanais, la guerre reprendrait de plus belle à l'intérieur du Sud. Pour lui le problème ça n'est pas le Sud. Il n'y a jamais eu de problème sud soudanais. Il y a un problème qui est celui du gouvernement central, du partage des pouvoirs, du partage des richesses au niveau central. Donc un problème de démocratie finalement.

Alors le problème c'est quelle décentralisation, quelle fédération, quelle confédération ? Là c'est la solution la plus plausible. Mais on a déjà essayé en 1972. Il y a eu des accords à Addis-Abeba. Une région du Sud a été créée, qui était autonome, qui a duré près de 10 ans, et qui a échoué parce que, finalement, c'était toujours Khartoum qui avait la clé du coffre. Et les Sudistes se sont battus entre eux. Ils étaient achetés par Khartoum, les uns et les autres, les politiques. Il y avait un Parlement au Sud, il y avait un gouvernement, mais il n'avait pas d'argent, ou le peu qu'il avait, tout le monde se battait pour l'avoir.

Un élément essentiel : cette décentralisation donne au Sud, dans la mesure où il y aurait un budget spécifique pour le Sud, les moyens de se développer, de s'autonomiser par rapport à Khartoum.

Quelle démocratie ?

Mais le problème de fond reste celui du gouvernement central. C'est à dire : quelle démocratie ? Comment inventer une démocratie viable pour un pays comme le Soudan ? Je suis d'avis que le Soudan comme les autres pays sont mûrs pour la démocratie, mais pas nécessairement selon nos formes à nous. Il faut des partis politiques, il faut des élections, il faut une égalité de tous les citoyens. Faut-il deux chambres ? Une qui représente, un peu à l'américaine, des Etats représentés de manière égale ? L'essentiel, c'est le partage du budget et les choix économiques et sociaux. On a un peu une pensée unique, aussi bien du côté des islamistes que de l'opposition. On ne voit pas trop finalement, ce qui est l'essentiel qui est le renouvellement des formes de structures économiques et sociales du Sud. Donc il y a beaucoup de travail à faire pour cette opposition, si elle arrive au pouvoir, pour construire un Soudan viable qui résolve à la fois le problème de l'unité dans la diversité et celui du développement économique et social, même si le pays a toutes les richesses qu'il faudrait, humaines et naturelles, pour le faire.

Alors que va-t-il se passer dans les temps qui viennent ?

Car cette opposition est rentrée en guerre avec le régime de Khartoum dans les dernières semaines. Elle attaque aux frontières, soutenue par les pays voisins, et elle peut gagner. Alors qu'est-ce qu'il va se passer ? Il y a des gens qui ont peur que ce soit l'anarchie à Khartoum, qu'ils se battent entre eux, qu'il y ait une résistance, une guerre civile à Khartoum. Donc la crainte d'une dérive anarchique, un peu comme en Somalie ou au Liberia. Je crois que c'est aller un peu vite en besogne et que le Soudan n'est pas comparable à ces pays là, à ces guerres intestines que l'on voit en Afrique, où l'on voit des gamins

super armés, drogués, se battre pour le contrôle d'un endroit ou d'un autre, payés par telle ou telle force.

Je crois que nous n'en sommes, heureusement, pas encore là. Au Soudan, il y a toujours un contrôle du politique sur le militaire dans tous les camps, même si des enfants se battent, sont enrôlés de force tant au SPLA que dans l'armée soudanaise. Il y a cette dérive qui est dangereuse et qui fait très peur car c'est la destruction de l'Etat. Au Soudan, il semble, que dans tous les partis il y a encore un sens de l'Etat. Ça tient aussi à l'histoire soudanaise. Il y a toujours eu un gouvernement assez fort, il y a une fonction publique, des institutions et donc, nous ne sommes pas dans le cadre de la Somalie, du Liberia, ou bien du Rwanda et du Burundi : ces exemples renvoient à autre chose. Il n'y a pas de clivages ethniques ou claniques aussi marqués que dans d'autres pays d'Afrique.

Le Soudan est un pays qui a une histoire longue et complexe, une maturation du champ politique qui je crois est un élément d'optimisme.

Alors, est-ce qu'il y aura un « printemps de Khartoum », comme on l'a connu en 1985-86, avec une liberté d'expression, une liberté de la presse, formation de nouvelles forces qui posent ces vrais problèmes du Soudan ? C'est tout ce qu'on peut souhaiter.

- Vous nous avez parlé de la guerre intestine du Soudan, il existe aussi une guerre internationale, puisqu'il est en guerre avec ses voisins, alors pourquoi au Soudan, à l'inverse de ce qui a pu se passer dans d'autres pays, il n'y a pas une sorte de sentiment national qui a uni le Nord et le Sud pour le protéger de ses voisins, qui n'aurait peut-être pas résolu le problème mais qui aurait déjà créé un petit peu plus d'unité ? Pourquoi il n'y a pas de cohésion face à l'ennemi extérieur ?

Marc Lavergne : Sur ces aspects internationaux, régionaux, de ce qui se passe au Soudan, Clarisse Lucas va intervenir tout à l'heure, donc je ne voudrais pas empiéter sur ce qu'elle va dire. La question que vous posez c'est celle de l'identité nationale, du sentiment national soudanais. Je dirais que tous les Soudanais se sentent soudanais, les Sudistes aussi, ils ne se sentent pas autre chose, ils n'ont pas d'allégeance extérieure, ils n'ont pas d'autre identification sinon qu'être sudiste, mais qu'est-ce que cela veut dire ? C'est toujours le sud du Soudan. Et puis, je l'ai déjà dit, la capitale des Soudanais, de tous les Soudanais, c'est Khartoum. Mais chacun a son idée de ce qu'est l'identité nationale, et c'est vrai que ce n'est pas la même idée, et que comme le disent souvent les Soudanais, en France on a cela, on a le sentiment national qui fait qu'éventuellement s'il y a une agression extérieure on va aller faire de la résistance, se battre contre l'ennemi extérieur. Mais cela ne s'est pas fait du jour au lendemain en France, ici on est en Bretagne, il y a une identité qui est un sous-ensemble, un élément de différenciation. Donc au Soudan, on en est loin, c'est vrai. Les soudanais disent, vous en France vous êtes patriotes parce que le pays vous a donné beaucoup. C'est une autre façon de dire ce que je disais tout à l'heure, à savoir que le Soudan n'a pas beaucoup donné aux Soudanais en matière d'éducation, de santé publique, de tout ce qu'un État donne à ses citoyens. Même aux gens du Nord, finalement le Soudan a peu donné. Les références des Soudanais c'est d'abord la famille, le clan, la tribu, le village d'origine, la confrérie et l'État vient vraiment en dernier ressort. Il n'y a pas de service militaire obligatoire. Il y a un sentiment national, chez les fonctionnaires, mais c'est un sentiment d'allégeance à l'État, qui durait tant que les fonctionnaires gagnaient de quoi vivre. Le Soudan est un des pays d'Afrique où la corruption a été le plus longtemps inconnue chez les fonctionnaires. Aujourd'hui, quand les fonctionnaires sont obligés de toucher des pots-de-vin pour survivre, et cela va contre leur éthique.

- Hassan Al-Tourabi a-t-il utilisé la religion à des fins personnelles, pour des raisons financières ?

M. L : C'est un peu difficile de répondre simplement à cela. Je crois qu'effectivement il y a, chez Hassan Al-Tourabi, une dimension assez

curieuse parce qu'il est fasciné par l'argent, par les affaires. Tourabi est un fonctionnaire au départ. Il a été professeur d'université, il est fonctionnaire mais son discours c'est de dire, et on l'entend ailleurs ce discours, c'est de dire qu'il y a trop de fonctionnaires. Et qu'il faut dégraisser, au Soudan comme ailleurs et que ce qui est intéressant ce sont les entrepreneurs, les gens qui aiment l'argent. Une des dernières fois que je l'ai vu, il me disait qu'il était très fier car à Khartoum, on venait d'ouvrir une Bourse. Dans ce pays dévasté où les gens, y compris les classes moyennes, n'ont plus rien à manger, ne peuvent pas payer leurs factures d'électricité, lui venait d'ouvrir une Bourse, et il en était très fier. Je me demande ce qu'il peut y avoir comme société cotée en bourse à Khartoum aujourd'hui. Et puis d'un autre côté, il est très fier de ses fils. Ses fils qui sont dans les affaires, qui ne sont pas comme lui des fonctionnaires. Qu'est-ce que sont ses fils ? En fait ce sont des affairistes. Ce sont des gens qui trafiquent, sur le pétrole, l'import-export, le sucre et d'autres choses moins avouables, et qui font de l'argent. Il me disait, avec son air malin, avec ses yeux pétillants : "Ce que les gens aiment dans ce pays, c'est ça, c'est l'argent." Il disait, bien sûr à Khartoum les gens sont malheureux, c'est ce qu'il dit à tous les journalistes, les gens sont malheureux parce qu'ils sont fonctionnaires et ils touchent un salaire fixe, et ce salaire est dévalué par l'inflation, alors on leur donne des sacs de farine pour les aider, mais à la campagne les paysans sont heureux car ils peuvent investir. Ils gagnent de l'argent, ils vendent leurs produits. C'est cela qui plaît aux gens. C'est comme cela qu'on tient les gens.

Voilà un peu, le rapport de Tourabi à l'argent, tel que je le vois. Mais d'une manière générale, il est vrai que l'argent a toujours joué un grand rôle. Lui personnellement, est-ce qu'il s'est enrichi particulièrement ? C'est vrai qu'il a une très belle villa, mais il ne vit pas pour l'argent. L'argent est un moyen, sans doute, pour agir. Autour de lui, il y a des gens qu'il a formés aux affaires et qui sont des grands brasseurs d'affaires. On peut dire que la religion a été utilisée, mais de là à dire que Tourabi n'est pas musulman, il y a une marge. Attention ! Tourabi quand il fait ses prières, ce n'est pas à moi de juger s'il est sincère ou pas. Est-ce qu'il est le Diable ? Est-ce qu'il est hypocrite ? Ça je n'en sais rien. Il n'y a pas d'incompatibilité entre la religion et l'argent. Dans son esprit en tout cas.

- Tout à l'heure vous avez dit que Hassan Al-Tourabi voulait faire du Soudan une base pour mondialiser l'Islam, mais quel sorte d'Islam ? Apparemment la dimension religieuse était secondaire dans son mouvement, donc quel Islam veut-il développer ?

M. L : On peut, peut-être, dire qu'elle est secondaire, c'est ce que j'ai dit effectivement, mais en même temps, elle est primaire. Pas première, mais primaire. Pour moi, c'est un Islam ultramontain, si on emploie des termes

empruntés au catholicisme, un Islam désincarné. C'est-à-dire un Islam qui n'est pas confrérique, qui n'est pas soufi, qui n'est pas fondé sur une piété, sur une démarche en profondeur d'adhésion à Dieu ou de compréhension ou d'appréhension de Dieu, de toute façon Dieu est inconnaissable pour les musulmans, mais je dirais que c'est un Islam à l'américaine, un islam presse-bouton. Pour être musulman, il faut connaître certaines règles, il faut obéir à certaines règles très très simples. On prend dans le Coran ce qui est utile. On va dire qu'il est interdit de faire telle ou telle chose, qu'il est bien de faire telle ou telle autre, de manière très opportuniste. Parce que dans le Coran on trouve tout et son contraire, comme, évidemment, dans tous les textes sacrés. Car c'est un instrument de démarche personnelle, me semble-t-il, mais ça n'est certainement pas un code pénal ou un code juridique.

Donc il n'y a pas chez lui, ce qu'il y a chez certains penseurs musulmans, la volonté de moderniser l'islam, d'adapter l'islam à la modernité (...). Ça n'est pas une démarche de fond pour essayer d'introduire une dimension spirituelle dans la matérialité du monde d'aujourd'hui. Ce sont juste des recettes de cuisine qu'on utilise en fonction des besoins. Ça ne va pas plus loin que cela. De toute façon, l'Islam est une religion avec un Credo très simple : l'unicité de Dieu, la reconnaissance que Mahomet est son prophète. A partir de là on est musulman. Et puis il y a des obligations. Il y a cinq obligations rituelles. Tout le monde est musulman à partir du moment où il accepte le Credo de l'unicité divine, et la révélation par le Prophète. Il y a un milliard de musulmans sur la planète qui se réfèrent tous à cela. Après, quand on rentre dans les cinq obligations, dans les cinq piliers de l'Islam, là encore, il y a une sorte d'unité de tout le monde. Mais dès qu'on va plus loin, on a toutes sortes de branches. Donc Tourabi ne va pas plus loin. Après il puise dedans.

Dans le cas du Soudan, par exemple sur le voile des femmes, il est très libéral, il est intervenu à l'université de Khartoum pour dire : "Mais n'embêtez pas les femmes voilées, ça n'est pas important ce problème là." Alors chacun le voit comme il veut, le voile des femmes. Certains diront que c'est fondamental, d'autres diront c'est secondaire.

Israël. C'est assez curieux, Tourabi, une fois il s'est livré à un journaliste et il a dit : "Les Arabes, ils ont déjà perdu l'Andalousie, ils n'en sont pas morts". Ce qui veut dire, la Palestine, il n'y a qu'à laisser tomber aussi, on ne va pas se focaliser là dessus. Israël est en Palestine et tout va bien on passe à autre chose. Il y a des côtés, comme cela, extrêmement opportunistes, extrêmement déconnectés de l'Islam. C'est ce que j'appelle un Islam à l'américaine, un peu fast-food.

- Combien de temps êtes-vous resté au Soudan, et comment fondez-vous votre jugement sur la question de la séparation ? Sur quelles observations vous reposez-vous ?

M. L : J'ai été au Soudan à partir de 1982 jusqu'en 1988, depuis je retourne au Soudan une à deux fois par an. J'ai des attaches là-bas, et je continue à étudier sur le Soudan, donc quand je parle des gens, je connais un peu le personnel politique soudanais, et il y a des gens que je rencontre au Soudan, d'autres que je rencontre à l'étranger, parce que maintenant il y a une diaspora soudanaise. Je connais un peu le Sud-Soudan aussi, pas simplement Khartoum, je connais un peu l'ensemble du pays.

Maintenant, est-ce que je porte vraiment un jugement, oui, je donne mon sentiment sur cette coexistence entre les Nordistes et les Sudistes, mais cette coexistence, elle existe, elle est de fait, la guerre est une forme de coexistence comme une autre, je dis cela de manière un peu brutale, mais la guerre, c'est aussi un brassage de population, et Khartoum ça n'est pas que des gens du Nord, parmi les gens du Nord il y a une grande diversité et il y a aujourd'hui aussi des Sudistes. Ces gens du Sud, à mon avis, ne rentreront pas au Sud, lorsque la guerre sera finie. C'est à dire que beaucoup de Sudistes ont tout perdu, non seulement leur bétail, leurs villages, etc., mais aussi leur culture, leurs coutumes. Les jeunes, aujourd'hui, naissent à Khartoum. Cela fait près de dix ans, pour certains, que leurs parents sont installés au Nord, donc il y a des changements importants, je ne vais pas développer cela de trop, mais dans les camps de réfugiés à Khartoum dans les bidonvilles, les gens ne sont plus comme dans un village au pays. C'est à dire qu'il y a un mélange. On est Dinka, on va se trouver à côté d'un Zandé, à côté d'un Kababish, tout le monde est mélangé. Donc on découvre d'autres relations, d'autres cultures. Et les jeunes qui naissent à Khartoum, même s'ils sont Dinkas, ils ne seront pas les mêmes que s'ils étaient nés dans un cattlecamp près de Rumbek, dans le Bahr al-Ghazal. Donc il y a un changement profond, et ces jeunes qui sont nés à Khartoum, pas simplement ceux du Sud, ceux du Nord aussi, ne repartiront jamais à la campagne. On a vu cela à Beyrouth, on a vu cela dans beaucoup d'endroits. Les gens pendant la guerre sont obligés de se réfugier dans une ville et après ils ne veulent plus retourner chez eux, parce que chez eux il n'y a rien, parce que chez eux c'est la campagne et eux sont des enfants de la ville.

Voilà pourquoi je crois que cette coexistence est inscrite dans l'avenir du Soudan. Et là le régime actuel qui essaie de chasser les gens de leurs bidonvilles pour les faire rentrer chez eux, est voué à l'échec. D'abord parce que chez eux c'est la guerre donc ils ne vont pas rentrer, et en plus, il y a un changement culturel, linguistique, parfois religieux, qui fait que les gens sont toujours Sudistes, mais Sudistes du Nord, de Khartoum. C'est donc, aussi, un élément d'unité du pays.

Et à l'inverse, il se passe la même chose au Sud. Le Sud est dévasté par des gens du Nord. Les villes ont grandi. Tout le monde apprend l'arabe, parce que aujourd'hui l'arabe est la langue de communication partout. Dans le SPLA, un officier qui s'adresse à ces soldats, il parle en quoi ? En arabe. Parce qu'il a des soldats qui sont de différentes ethnies qui ne parlent que quelques mots d'arabe, qui ne parlent pas l'anglais, parce qu'ils n'ont pas été à l'école des missionnaires.

Donc en termes de tendance il y a une sorte d'équilibre du Soudan.

Sur la question de l'armée, l'armée qui est islamiste et qui donc offre un rempart solide au régime. L'armée est occupée dans le Sud, elle a d'autres fronts à défendre et est-elle totalement islamisée, je ne suis pas certain ? Il y a eu épuration. L'armée est un corps en soi au Soudan. Elle a ses propres règles de fonctionnement. Je ne sais pas si elle sera encore longtemps un soutien au régime.

Au Soudan il y a une sorte de racisme entre les gens du Nord et ceux du Sud. C'est à dire que les gens du Sud sont considérés comme des citoyens de seconde zone, c'est quelque chose qui s'inscrit dans un apartheid général de la société soudanaise, où tout groupe ethnique se positionne par rapport aux autres, au dessus ou en dessous. Donc c'est une société qui fonctionne comme cela.

J'ai montré l'évolution de la société, derrière cette diversité, en disant, attention, ça n'est pas tout à fait une mosaïque, il y a des relations. Elles sont peut-être inégales, mais elles existent. Et c'est la dialectique du maître et de l'esclave. Le maître ne peut pas vivre sans l'esclave, et vice-versa. Et puis les choses sont évolutives, mais je crois qu'elles prennent du temps pour des choses aussi profondément enracinées dans la mentalité soudanaise, où les Sudistes sont considérés, d'une manière générale, comme inférieurs, mais il n'y a pas que cela. Les gens de l'Ouest, aussi par rapport aux gens de la Vallée du Nil, etc. Il y a vraiment toute une hiérarchisation, et c'est le temps seul qui va pouvoir améliorer les choses.

Quant à dire que de ce fait les Soudanais ne peuvent pas vivre ensemble, moi j'ai des réserves, je ne suis pas Soudanais, je ne suis pas Sudiste. Mais il me semble qu'il y a coexistence forcée ou non depuis un siècle et demi dans l'espace soudanais, que cette coexistence se développe de manière volontaire ou pas, et que l'avenir est aussi comme cela. Je ne dis pas que les gens vont se jeter dans les bras les uns des autres à la fin de la guerre civile, ça n'est pas cela du tout. Mais les moyens de la coexistence existent et ces préjugés raciaux tombent progressivement. Je vois le changement culturel que provoque le fait que le colonel Garang est aujourd'hui le chef militaire de toute l'opposition y compris du nord. Le colonel Garang m'avait dit : "Moi je vais refuser. Je ne veux pas parce que je suis un 'abid (en arabe cela veut dire esclave) donc je ne peux pas". Dans les tribus traditionnelles du nord du Soudan, dans les campagnes, les vieux disent, ça n'est pas possible, un 'abid

c'est quelqu'un qui n'est pas circoncis. Il ne peut pas diriger des musulmans, c'est écrit dans le Coran : un non-musulman ne peut pas commander des musulmans. Et pourtant Sadiq el-Mahdi, héritier de la plus grande confrérie du mouvement messianique islamique du Soudan, du plus grand mouvement national et religieux, a accepté que John Garang soit chef militaire. Ça le gêne peut-être, mais c'est une sorte de révolution culturelle pour ces gens là. Les gens changent, les générations se succèdent, voient les choses autrement. Autrefois, les Sudistes étaient loin, loin dans le sud du pays, et dans le bush, on disait qu'ils étaient tout nus et puis qu'ils se promenaient comme cela avec leurs vaches dans la savane. Maintenant, on les voit à Khartoum, au quotidien, comme je le disais, il y a des Sudistes qui sont partout dans la société soudanaise, pas au même titre que les Nordistes, mais ce ne sont pas simplement les balayeurs, les métiers les plus dévalorisés.

Les choses évoluent mais cela prendra du temps.

Clarisse Lucas : J'ai rencontré à Khartoum un universitaire qui avait participé aux négociations entre Sadiq el-Mahdi et la SPLA à l'époque d'Addis Abeba, après l'arrivée au pouvoir de Sadiq el-Mahdi, en 1986. Lors de cette première rencontre qui avait duré très longtemps, le commentaire de Sadiq à cet universitaire, qui avait servi d'entremetteur, cela avait été, à propos de John Garang : "il est fort !". C'était, effectivement, dans la classe politique nordiste, dans ce milieu qui a toujours vécu entre-soi, une découverte qu'un Sudiste, même s'il avait été formé à Khartoum et à l'étranger, puisse être d'un niveau intellectuel comparable.